

LES DROITS DE PROPRIETE ET LA SELECTION PARTICIPATIVE

Delphine **MARIE-VIVIEN** (Cirad-Dg)

Note

Le texte de cette présentation n'étant pas prêt au moment de l'édition des Actes, nous reproduisons néanmoins les diapositives de l'exposé avec l'accord de l'auteur.

Les droits de propriété et la sélection participative

Droits de Propriété Intellectuelle: LESQUELS ?

- **certificat d 'obtention végétale (COV)**
- **brevet d 'invention**
- **droit d 'auteur**
- **droits sur bases de données**
- **droits sui generis: savoirs traditionnels,...**
- **droits agriculteurs**
- **indications géographiques**

Delphine Marie-Vivien- sept 2001

Les droits de propriété et la sélection participative

Droits de Propriété Intellectuelle: POUR QUOI ?

- **obtention végétale**
- **procédé (industriel), produit (gène, engrais)**
- **paysage, publication, manuel, méthode**
- **agencement et recueil de données**
- **savoirs traditionnels, folklore...**
- **produit répondant cahier des charges**

Delphine Marie-Vivien- sept 2001

Les droits de propriété et la sélection participative

Droits de Propriété Intellectuelle: POUR QUI ?

- sélectionneur / inventeur
- auteur
- détenteur données / savoirs traditionnels
- producteurs



**Paysans ? Sélectionneur ?
Transformateur ? Commercial ?
Consommateur ?**

Delphine Marie-Vivien- sept 2001

Les droits de propriété et la sélection participative

Droits de Propriété Intellectuelle: POUR QUOI FAIRE ?

- protection résultats
- monopole d 'exploitation
- sceller collaboration
- distinguer produit



Valorisation résultats sélection participative

Delphine Marie-Vivien- sept 2001

Les droits de propriété et la sélection participative

Droits de Propriété Intellectuelle: PARTAGE des résultats ?

- copropriété: identification partenaires
- droits collectifs
- participation reconnue par contrat



Ensemble acteurs ont droits sur résultats: accès, diffusion

Delphine Marie-Vivien- sept 2001

Les droits de propriété et la sélection participative

**Droits de Propriété Intellectuelle:
CONTRAINTES et ALTERNATIVES ?**

- peu d 'acteurs
- faibles moyens financiers
- marché local



Contrat suffisant pour garantir accès et droit d 'exploitation?

Delphine Marie-Vivien- sept 2001